Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 24 juin 2005
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indice des prix à la consommation, mai 2005 3
La variation sur 12 mois de l'Indice des prix à la consommation a chuté de 2,4 % en avril à 1,6 % en mai 2005. Par contre, la variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble sans l'énergie est demeurée stable à 1,6 %

Comptes du bilan national, premier trimestre de 2005 7
La valeur nette nationale a atteint 4,3 billions de dollars à la fin du premier trimestre, soit 134 400 $ par habitant.

(suite à la page 2)

Statistiques sur les aliments au Canada

Statistiques sur les aliments au Canada est un CD-ROM facile à utiliser, qui donne accès à une vaste gamme de statistiques et d'indicateurs. Il renferme des renseignements sur la consommation d'aliments par habitant et les prix des aliments, la nutrition, l'offre et la demande, ainsi que des données sur l'industrie, la transformation, l'emploi, la productivité, le commerce dans le secteur alimentaire.

Ce produit, mis au point par la Division de l'agriculture de Statistique Canada en collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, renferme plus de 65 tableaux formatés contenant jusqu'à 40 années de données dans certains cas, ainsi que des analyses thématiques. On y trouve également un certain nombre d'ensembles de données pour les provinces, avec certaines statistiques trimestrielles et mensuelles. C'est un outil de recherche précieux pour les nutritionnistes, les analystes du secteur alimentaire, les spécialistes des études de marchés, ou les consommateurs en quête de données fiables sur les aliments.

L'interrogation est simple. Il suffit de choisir la série de données, le secteur géographique et la période, puis de soumettre la demande. Cliquez sur *Afficher les données*, et les résultats s'affichent. Vous pouvez aussi télécharger les résultats dans votre propre progiciel.

Le CD ROM *Statistiques sur les aliments au Canada* (23F0001XCB) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Un seul numéro coûte 81 $ et l'abonnement qui comprend les diffusions de juin et de novembre coûte 129 $.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Kim Boyuk au (613) 951-2510 (*statsaliments@statcan.ca*) ou avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991, Division de l'agriculture.

Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, 2003-2004 9
Ventes de gaz naturel, avril 2005 10
Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux, mai 2005 11
Acier en formes primaires, données hebdomadaires, semaine se terminant le 18 juin 2005 11

Nouveaux produits 12

Calendrier des communiqués : 27 au 30 juin 14

Communiqués

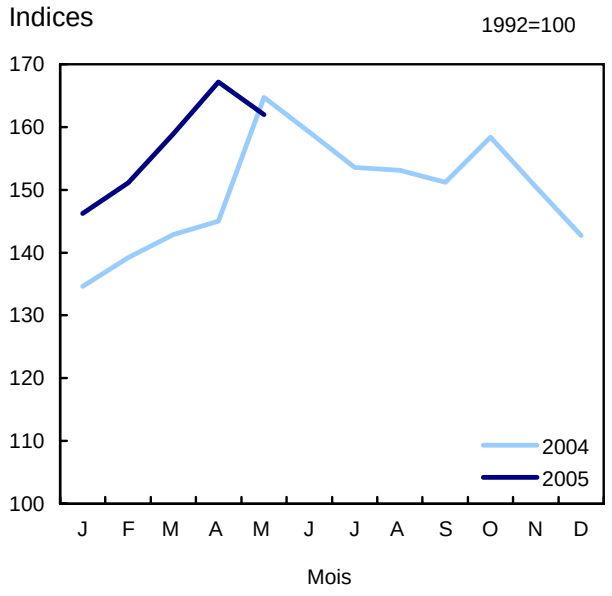
Indice des prix à la consommation

Mai 2005

En mai 2005, les consommateurs ont payé 1,6 % de plus qu'en mai 2004 pour les biens et les services compris dans le panier de l'Indice des prix à la consommation (IPC), ce qui représentait un ralentissement par rapport à la hausse de 2,4 % enregistrée en avril. La variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble sans l'énergie est demeurée stable, ayant augmenté de 1,6 % entre mai 2004 et mai 2005.

Les prix de l'essence ont été la principale raison de l'importante diminution de la variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble d'avril à mai. La variation sur 12 mois des prix de l'essence est passée d'une hausse de 15,3 % en avril à une réduction de 1,6 % en mai. Une augmentation des prix de l'essence d'avril à mai l'an dernier (+13,6 %) combinée à la baisse de cette année (-3,1 %) ont contribué à diminuer l'écart entre les indices de 2004 et de 2005 en mai comparativement à ce qu'il était en avril.

Essence



L'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a augmenté de 1,6 % entre mai 2004 et mai 2005, ce qui représente un léger ralentissement comparativement à la hausse de 1,7 % enregistrée en avril.

D'avril à mai, l'indice d'ensemble a augmenté de 0,1 %, après avoir crû de 0,3 % de mars à avril. Ce ralentissement dans la variation de l'indice d'ensemble était attribuable à la baisse des prix de l'essence.

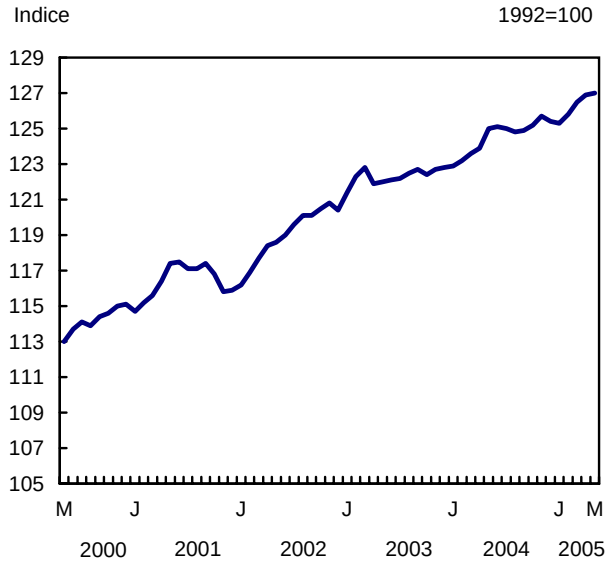
Sur une base mensuelle, l'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a augmenté de 0,2 % en mai après être demeuré inchangé en avril.

Première baisse dans la variation sur 12 mois de l'indice de l'essence depuis mars 2004

En mai, l'IPC a enregistré une hausse de 1,6 % comparativement à mai 2004. Les facteurs principaux de cette hausse ont été le coût de remplacement par le propriétaire, les repas pris au restaurant, les impôts fonciers ainsi que le mazout.

Ces augmentations ont été atténuées par les prix plus faibles du matériel et des fournitures informatiques, de l'essence et de l'hébergement pour voyageurs.

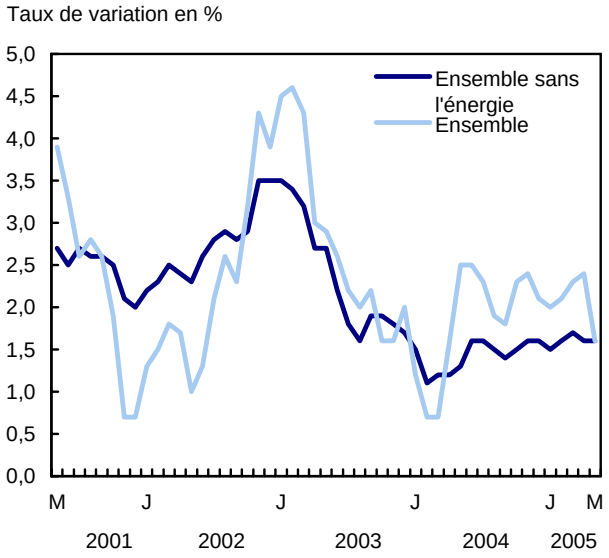
Indice des prix à la consommation (non désaisonnalisé)



Le coût de remplacement par le propriétaire, qui représente la portion usée de la structure des logements et qui est estimé à partir des prix des maisons neuves (excluant le terrain), a monté de 5,3 % par rapport à mai 2004, soit la hausse la plus modérée depuis août 2002. Toutes les régions ont rapporté des hausses s'étant situées entre 0,8 % et 8,2 %.

Les consommateurs ont observé des augmentations de prix de 2,8 % pour les repas pris au restaurant entre mai 2004 et mai 2005. Cette hausse se situait dans la fourchette de 2,6 % à 2,9 % de la variation sur 12 mois observée au cours des douze mois précédents, sauf en avril alors qu'elle était de 3,1 %.

Taux de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente



L'augmentation des impôts fonciers (+4,3 %) qui a été reflétée dans l'IPC en octobre 2004 a continué à être un facteur important ayant expliqué la hausse sur 12 mois de l'indice d'ensemble.

Les prix du mazout ont grimpé en moyenne de 27,2 % entre mai 2004 et mai 2005 à la suite d'une majoration de 31,6 % en avril. Des hausses ont été notées dans toutes les provinces, ayant varié entre 18,7 % en Colombie-Britannique et 41,5 % à l'Île-du-Prince-Édouard.

Exerçant un effet modérateur sur la variation sur 12 mois de l'indice d'ensemble, on comptait l'indice du matériel et des fournitures informatiques qui a diminué de 23,7 % comparativement à mai 2004.

Le prix de l'essence a baissé de 1,6 % en mai, ce qui représentait une première diminution de la variation sur 12 mois depuis mars 2004. Le niveau de l'indice de l'essence de mai 2005 s'est établi sous le niveau de mai 2004, étant passé de 164,7 à 162,0 (1992=100). Cette situation n'était pas la même dans toutes les provinces puisque Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et la Colombie-Britannique ont affiché des augmentations ayant varié entre 2,2 % et 12,2 %.

L'indice de l'hébergement pour voyageurs a diminué de 6,9 % comparativement à mai 2004, ayant poursuivi la tendance amorcée en juin 2001. Toutes les provinces ont enregistré des baisses ayant varié entre 2,2 % au Manitoba et 9,8 % en Ontario, sauf en Saskatchewan où une légère augmentation de 0,4 % a été enregistrée.

Pour six des huit composantes principales de l'IPC, les prix de mai 2005 étaient plus élevés que ceux de mai 2004. Les indices du logement (+3,2 %) et des aliments (+3,3 %) ont été ceux ayant eu le plus d'influence sur la pression à la hausse. L'indice des loisirs, de la formation et de la lecture (-0,7 %) et l'indice de l'habillement et des chaussures (-0,5 %) ont exercé une pression à la baisse.

Malgré une diminution des prix de l'essence, l'IPC augmente

D'avril à mai, l'IPC a augmenté de 0,1 %, son niveau étant passé de 126,9 à 127,0 (1992=100). Les hausses de prix des fruits frais, de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles, de l'entretien et des réparations par le propriétaire, ainsi que l'hébergement pour voyageurs ont été les facteurs prédominants de cette hausse. La diminution des prix de l'essence est parvenue par elle-même à contrebalancer presque toute la hausse.

L'augmentation saisonnière des prix des fruits frais en mai a été de 7,2 %. Bien que les prix de toutes les catégories de fruits frais aient été majorés, ceux de la catégorie «autres fruits frais» qui inclut les poires, les pamplemousses, les raisins, les cantaloups et les ananas ont été la cause principale de la montée des prix de fruits frais, ayant enregistré une hausse de 8,7 %.

Des réductions dans les incitations financières offertes par certains constructeurs de véhicules automobiles ont engendré une hausse mensuelle de 0,6 % des prix d'achat et de location à bail de véhicules automobiles.

L'indice de l'entretien et des réparations par le propriétaire a affiché une hausse de 2,4 % en mai. Le Québec était la province où les plus fortes hausses ont été enregistrées (+3,9 %), suivi de près par l'Alberta (+3,8 %), tandis que les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba ont affiché des baisses ayant varié entre 0,1 % et 1,4 %.

Avec l'été qui s'annonce, les prix de l'hébergement pour voyageurs ont augmenté de 5,8 %, une majoration faible pour un mois de mai. Toutes les régions

sont entrées en haute saison touristique avec des augmentations ayant varié entre 2,5 % au Québec et 12,6 % en Colombie-Britannique.

Pour la première fois depuis décembre 2004, les prix de l'essence ont enregistré une baisse de 3,1 % en mai. Toutes les provinces ont affiché des diminutions ayant varié entre 0,9 % au Nouveau-Brunswick et 4,7 % en Saskatchewan, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard qui ont enregistré des hausses de 0,6 % et 4,2 %, respectivement.

L'IPC désaisonnalisé diminue d'avril à mai

Après ajustement pour tenir compte des variations saisonnières, l'IPC a diminué de 0,2 % d'avril à mai 2005.

Les indices des transports (-0,3 %), des loisirs, de la formation et de la lecture (-0,2 %), ainsi que de la santé et des soins personnels (-0,2 %) ont poussé à la baisse l'indice d'ensemble désaisonnalisé.

Une pression à la hausse est venue des indices des aliments (+0,3 %), du logement (+0,2 %), de l'habillement et des chaussures (+0,5 %), des dépenses et de l'équipement du ménage (+0,2 %), ainsi que des boissons alcoolisées et des produits du tabac (+0,1 %).

Indice d'ensemble sans les huit composantes les plus volatiles

L'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a augmenté de 1,6 % entre mai 2004 et mai 2005. Les principaux facteurs ayant contribué à cette hausse ont été le coût de remplacement par le propriétaire (+5,3 %), les repas pris au restaurant (+2,9 %) et les impôts fonciers (+4,3 %). La hausse a été atténuée par une diminution des prix du matériel et des fournitures informatiques (-23,7 %) et de l'hébergement pour voyageurs (-6,9 %).

D'avril à mai 2005, l'indice d'ensemble sans les huit composantes volatiles telles que définies par la Banque du Canada a augmenté de 0,2 %. La hausse des prix de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles (+0,6 %) et de l'entretien et des réparations par le propriétaire (+2,4 %) a été atténuée par la baisse des prix des boissons non alcoolisées (-2,7 %) et des vêtements pour femmes (-1,2 %).

Énergie

Après avoir augmenté de 10,7 % entre avril 2004 et avril 2005, l'indice de l'énergie a progressé de 1,7 % entre mai 2004 et mai 2005. Les prix de l'essence ont été le facteur qui a ralenti la variation sur 12 mois, ayant diminué de 1,6 % en mai alors qu'ils avaient augmenté de 15,3 % en avril 2005.

Les facteurs ayant contribué à la hausse de l'indice de l'énergie en mai 2005 sont les prix du mazout (+27,2 %), de l'électricité (+3,1 %), du gaz naturel (+1,4 %), ainsi que du carburant, des pièces et des fournitures pour véhicules de loisirs (+1,0 %).

Sur une base mensuelle, l'indice de l'énergie a diminué de 1,9 %, encore sous l'influence principale des prix de l'essence (-3,1 %). Les prix du gaz naturel (-1,7 %), du mazout (-1,9 %) ainsi que du carburant, des pièces et des fournitures pour véhicules de loisirs (-1,4 %) ont également contribué à exercer une pression à la baisse sur l'indice. Seuls les prix de l'électricité (+0,2 %) ont ralenti la pression à la baisse.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 326-0001, 326-0002, 326-0009, 326-0012 et 326-0016 à 326-0018.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2301.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'IPC en consultant en ligne la publication *Votre guide d'utilisation de l'indice des prix à la consommation* (62-557-XIB, gratuite).

Paraît à 7 h dans notre site Web sous *Aujourd'hui dans Le Quotidien*, puis *Dernier communiqué de l'Indice des prix à la consommation*.

Le numéro de mai 2005 de *L'indice des prix à la consommation*, vol. 84, n° 5 (62-001-XIB, 9 $ / 83 $; 62-001-XPB, 12 $ / 111 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

L'Indice des prix à la consommation de juin 2005 sera diffusé le 22 juillet.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rebecca McDougall au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 (*infounit@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539.

Indice des prix à la consommation et composantes principales
(1992=100)

	Importance relative[1]	Mai 2005	Avril 2005	Mai 2004	Avril à mai 2005	Mai 2004 à mai 2005
		données non désaisonnalisées				
					var. en %	
Ensemble	**100,00**	**127,0**	**126,9**	**125,0**	**0,1**	**1,6**
Aliments	16,89	128,5	128,3	124,4	0,2	3,3
Logement	26,75	123,6	123,4	119,8	0,2	3,2
Dépenses et équipement du ménage	10,58	115,6	115,5	115,4	0,1	0,2
Habillement et chaussures	5,37	102,3	102,9	102,8	-0,6	-0,5
Transports	19,79	149,0	149,5	148,2	-0,3	0,5
Santé et soins personnels	4,52	120,7	120,9	119,0	-0,2	1,4
Loisirs, formation et lecture	11,96	127,5	126,8	128,4	0,6	-0,7
Boissons alcoolisées et produits du tabac	4,13	147,6	146,5	143,4	0,8	2,9
Ensemble (1986=100)		162,7				
Pouvoir d'achat du dollar à la consommation, (en cents) par rapport à 1992		78,7	78,8	80,0		
Agrégats spéciaux						
Biens	48,84	121,9	122,2	120,8	-0,2	0,9
Services	51,16	132,6	132,1	129,8	0,4	2,2
Ensemble sans les aliments et l'énergie	74,27	123,5	123,2	122,0	0,2	1,2
Énergie	8,84	158,8	161,9	156,2	-1,9	1,7
Ensemble sans les huit composantes les plus volatiles[3]	82,75	126,6	126,4	124,6	0,2	1,6

1. *Pondérations de l'IPC, panier de 2001 selon les prix de juin 2004, Canada - En vigueur à partir de juillet 2004. Les pondérations détaillées sont disponibles sous la section Documentation de l'enquête 2301 (http://www.statcan.ca/francais/sdds/index_f.htm).*
2. *Le total peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.*
3. *Les huit composantes les plus volatiles, telles que définies par la Banque du Canada, qui sont exclues de l'IPC d'ensemble sont : les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. La Banque du Canada ajuste ensuite cette série pour obtenir son indice de référence qui exclut également l'effet des modifications des impôts indirects. Pour obtenir des données et des renseignements au sujet de l'inflation mesurée par l'indice de référence, consultez le site de la Banque du Canada (http://www.banqueducanada.ca/fr/inflation/index.htm).*

Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit
(1992=100)

	Mai 2005	Avril 2005	Mai 2004	Avril à mai 2005	Mai 2004 à mai 2005
	données non désaisonnalisées				
				var. en %	
Terre-Neuve et Labrador	126,0	126,0	122,8	0,0	2,6
Île-du-Prince-Édouard	128,4	127,8	124,3	0,5	3,3
Nouvelle-Écosse	129,1	128,9	126,0	0,2	2,5
Nouveau-Brunswick	126,9	127,1	124,6	-0,2	1,8
Québec	123,1	122,9	121,1	0,2	1,7
Ontario	128,0	128,0	126,1	0,0	1,5
Manitoba	131,1	130,8	128,1	0,2	2,3
Saskatchewan	131,8	132,5	129,7	-0,5	1,6
Alberta	133,4	133,6	131,7	-0,1	1,3
Colombie-Britannique	125,2	124,9	123,4	0,2	1,5
Whitehorse	123,4	122,9	121,5	0,4	1,6
Yellowknife	123,4	122,4	121,0[2]	0,8	2,0[2]
Iqaluit (Déc. 2002=100)	102,8	102,1	101,4	0,7	1,4

1. *Voir les renseignements géographiques pour la ville de Whitehorse, la ville de Yellowknife et la ville d'Iqaluit.*
2. *Une partie de l'augmentation de l'indice du logement de Yellowknife qui a été montrée en décembre 2004 reflétait par inadvertance des augmentations de loyer qui s'étaient produites plus tôt. Donc, la variation de l'indice du logement a été surévaluée en décembre 2004 et sous-évaluée les deux années précédentes. La série de l'indice du logement pour Yellowknife a été rectifiée à partir de décembre 2002. De plus, la série de l'IPC d'ensemble pour Yellowknife et les indices de certains agrégats spéciaux pour Yellowknife ont également changés. Les données pour le Canada, les provinces et les autres territoires n'ont pas été touchées.*

■

Comptes du bilan national

Premier trimestre de 2005

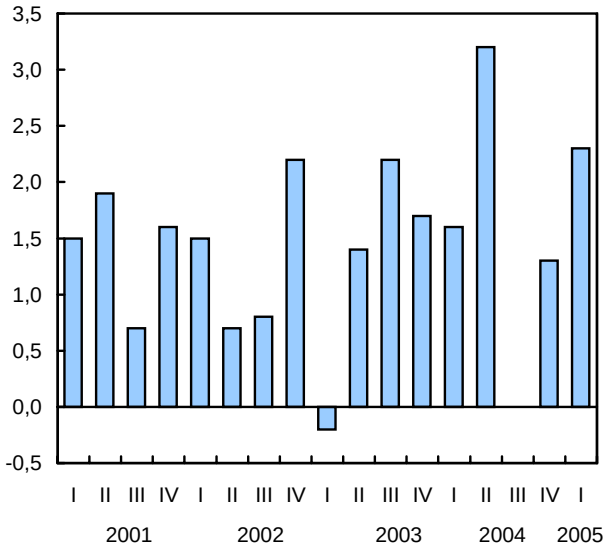
La valeur nette nationale a atteint 4,3 billions de dollars à la fin du premier trimestre, soit 134 400 $ par habitant.

La croissance de la valeur nette nationale s'accélère

La croissance de la valeur nette nationale est passée à 2,3 % au premier trimestre, en hausse par rapport à la croissance de 1,3 % enregistrée au quatrième trimestre. Cette augmentation était attribuable à une plus forte croissance du patrimoine national et à une autre diminution de la dette extérieure nette.

La valeur nette nationale augmente plus rapidement

Variation en %, données non désaisonnalisées



Le patrimoine national a progressé de 2,1 %, soit un taux de croissance supérieur à celui de 1,0 % enregistré au quatrième trimestre. Alors que l'investissement dans la construction de logements neufs a ralenti, une hausse des prix des logements a contribué au renchérissement de la valeur des biens immobiliers résidentiels. Globalement, l'augmentation de la valeur des biens immobiliers résidentiels représentait environ 40 % de la hausse du patrimoine national durant le trimestre.

La dette nette des Canadiens envers les non-résidents a diminué au premier trimestre, ce qui représentait une deuxième baisse d'affilée. La valeur des actifs canadiens à l'étranger a augmenté grâce à la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis la devise américaine, tandis que la dette des Canadiens envers les non-résidents a crû plus légèrement.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers, soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles, de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990.

On dispose d'estimations établies selon la valeur marchande depuis juin 2004. Pour de plus amples renseignements, consultez la page Estimations du bilan à la valeur marchande *de notre site Web.*

Lors de la publication des comptes du bilan national du premier trimestre de 2005, les données sont révisées jusqu'au premier trimestre de 2001.

Il existe aussi une mesure annuelle du patrimoine national comprenant certaines ressources naturelles choisies (tableau CANSIM 378-0005). Les estimations des ressources naturelles ont été révisées jusqu'à 1961 en raison des améliorations de la méthodologie.

La valeur nette des ménages augmente grâce aux biens immobiliers et aux actions

Pour la première fois depuis des décennies, au premier trimestre de 2005, les ménages se sont trouvés en désépargne, le taux d'épargne personnelle ayant chuté pour s'établir à -0,6 %. Malgré cela, la valeur nette des ménages a continué d'augmenter (+1,5 %), mais à un rythme plus lent qu'au quatrième trimestre.

Le changement de la valeur nette des ménages était surtout attribuable à l'augmentation de la valeur marchande des actions et des biens immobiliers résidentiels. La hausse des marchés boursiers est venue accroître la valeur des actions détenues par les particuliers. L'augmentation des avoirs des ménages a cependant été amortie en partie par un passif plus important.

La demande de crédit aux fins de consommation et d'hypothèques a augmenté par rapport au trimestre précédent. Les taux d'intérêt étant demeurés faibles, la croissance de la dette totale des ménages a continué d'être supérieure à celle du revenu personnel disponible. Le ratio d'endettement est passé de 105,8 % au quatrième trimestre à 107,3 % au premier trimestre. Toutefois, le ratio de la dette des ménages et de leur

valeur nette a reculé à 17,9 %, la croissance de la valeur nette ayant dépassé celle de l'endettement.

L'endettement des sociétés diminue

Depuis 2000, au cours de la plupart des trimestres, les sociétés ont tiré plus de fonds de leurs opérations internes qu'elles n'en avaient besoin pour financer leurs acquisitions d'actifs non financiers. Cette série d'excédents entraînés par les bénéfices explique que ce secteur ait été un prêteur net de fonds au reste de l'économie. Les sociétés ont, en outre, utilisé ces fonds pour restructurer leur bilan, notamment en remboursant leurs emprunts.

Pour les sociétés non financières, le ratio d'endettement (valeur comptable) est demeuré sur une trajectoire descendante, ayant atteint un nouveau creux au premier trimestre, comme il l'a fait lors de chaque trimestre au cours des quatre dernières années.

Le ratio de la dette des administrations publiques au PIB est à son point le plus bas des vingt dernières années

La dette nette des administrations publiques (le total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) a diminué légèrement, ce secteur ayant continué d'enregistrer un excédent au premier trimestre. La dette nette des administrations publiques exprimée en pourcentage du PIB a diminué. Ce repli a prolongé la série de baisses trimestrielles amorcée il y a quatre ans, pour atteindre son point le plus bas des vingt dernières années.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 378-0003 à 378-0007, 378-0009 et 378-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1806.

Le numéro du premier trimestre de 2005 de *Comptes du bilan national*, vol. 3, n° 1 (13-214-XIF, 23 $ / 49 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits.*

Le numéro du premier trimestre de 2005 de *La revue trimestrielle des comptes économiques canadiens*, vol. 4, n° 1 (13-010-XIF, gratuit) est accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet* choisissez *Gratuites*, puis *Comptes nationaux*.

On peut aussi se procurer l'ensemble complet des comptes du bilan national sur disquette dès 8 h 30 le jour de la diffusion. La disquette (13-214-DDB, 321 $ / 1 284 $) est aussi en vente, à prix réduit (13-214-XDB, 65 $ / 257 $), sept jours ouvrables après la parution officielle. Pour acheter ces produits, communiquez avec l'agent des Services à la clientèle au (613) 951-3810 (*iead-info-dcrd@statcan.ca*), Division des comptes des revenus et dépenses.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

Comptes du bilan national[1]

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
Valeur nette nationale	valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars							
Patrimoine national	4 153	4 203	4 293	4 341	4 386	4 477	4 153	4 386
	1,0	1,2	2,1	1,1	1,0	2,1	4,6	5,6
Dette nette extérieure	-174	-162	-124	-170	-161	-156	-174	-161
	...	...	...	...	...	...	...	...
Valeur nette nationale	3 979	4 041	4 169	4 170	4 225	4 321	3 979	4 225
	1,7	1,6	3,2	0,0	1,3	2,3	5,2	6,2
Valeur nette nationale par habitant (en dollars)	125 200	126 900	130 500	130 200	131 700	134 400	125 200	131 700
	1,5	1,4	2,8	-0,2	1,2	2,1	4,2	5,2

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne représente la variation d'un période à l'autre, en pourcentage.
... N'ayant pas lieu de figurer.

■

Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse
2003-2004

Le nombre de causes devant les tribunaux de la jeunesse du Canada a accusé sa plus forte baisse annuelle depuis plus d'une décennie en 2003-2004, la première année de la mise en oeuvre de la nouvelle *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA).

Les juges ont entendu 70 465 causes pendant l'exercice 2003-2004, soit un recul de 17 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution a marqué la plus forte baisse annuelle depuis 1991-1992, la première année pour laquelle des données nationales complètes tirées de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse ont été diffusées.

Le nombre de causes entendues par les tribunaux de la jeunesse a régressé graduellement depuis 1991-1992, en grande partie en raison de la diminution constante du nombre de causes impliquant des crimes contre les biens. Dans l'ensemble, le nombre de causes devant les tribunaux de la jeunesse a régressé du tiers depuis 1991-1992.

Selon la LSJPA, qui a été adoptée en avril 2003, les causes moins graves devraient être soustraites à la procédure judiciaire et être traitées par des moyens moins officiels. Parallèlement, la loi souligne l'importance pour les adolescents d'assumer les conséquences de leurs actes, par exemple en réparant tout préjudice causé aux victimes.

La LSJPA a joué un rôle important dans la baisse du nombre de causes devant les tribunaux de la jeunesse en 2003-2004.

L'incidence de la nouvelle législation se reflète également dans le taux d'adolescents accusés par la police. En 2003, le taux d'adolescents accusés d'infractions criminelles a chuté de 15 % par rapport à 2002.

Dans l'intervalle, le taux d'adolescents qui, au lieu d'être accusés, ont reçu un avertissement, une mise en garde, un renvoi à un programme communautaire, ou qui n'ont pas fait l'objet d'une intervention par la police, a augmenté de 30 %. Naturellement, cette augmentation a une incidence sur le nombre d'adolescents qui comparaissent en cour.

Cinq infractions ont représenté juste un peu plus de la moitié du nombre total de causes entendues par les tribunaux de la jeunesse : le vol, le non-respect d'une décision rendue soit en vertu de la nouvelle LSJPA, soit en vertu de l'ancienne *Loi sur les jeunes contrevenants*, les voies de fait simples, l'introduction par effraction et la possession de biens volés.

Plus de la moitié des causes devant les tribunaux de la jeunesse impliquaient des adolescents plus âgés, c'est-à-dire des adolescents de 16 et 17 ans. Des adolescents de moins de 15 ans étaient impliqués dans le cinquième des causes, alors que des adolescents plus jeunes de 12 à 14 ans représentaient environ le quart des causes.

En 2003-2004, les adolescents inculpés ont été déclarés coupables dans 57 % des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse. Les causes impliquant des délits de la route relevant du *Code criminel* affichaient la plus forte proportion de condamnations (69 %).

La probation, qui est encore la peine la plus souvent imposée aux adolescents, a été infligée dans 63 % des causes ayant abouti à une condamnation.

Les causes où l'adolescent avait été reconnu coupable de se trouver illégalement en liberté étaient les plus susceptibles d'aboutir à un placement sous garde et à une surveillance, 79 % de ces causes ayant donné lieu à une peine de ce genre.

La durée moyenne de la probation se situait à juste un peu plus d'un an, soit 381 jours. Les peines privatives de liberté avaient tendance à être beaucoup plus courtes, la durée moyenne ayant été de 67 jours.

Les causes dont sont saisis les tribunaux de la jeunesse deviennent plus complexes et plus longues. En 2003-2004, les causes ayant impliqué de multiples accusations représentaient 56 % du nombre total de causes, en hausse par rapport au sommet antérieur de 52 % en 2001-2002.

Par comparaison, les causes ayant impliqué des accusations multiples représentaient 42 % des causes traitées par les tribunaux de la jeunesse en 1991-1992.

Les causes ayant impliqué aussi bien une seule accusation que des accusations multiples nécessitaient plus de temps pour être réglées en 2003-2004, le temps moyen de traitement d'une seule accusation ayant été de 134 jours, contre 146 jours dans le cas des accusations multiples.

L'année précédente, le temps moyen de traitement d'une seule accusation était de 105 jours et de 122 jours pour les accusations multiples.

Nota : Il y aurait lieu de faire preuve de prudence lorsqu'on compare les statistiques sur les peines présentées dans cette diffusion avec celles des diffusions précédentes. C'est tout particulièrement le cas des données sur les placements sous garde. Dans le passé, les placements sous garde étaient présentés selon le niveau de garde (c'est-à-dire en milieu ouvert ou en milieu fermé) auquel l'adolescent était condamné. Même si la LSJPA prévoit divers niveaux de garde, elle ne précise pas ces niveaux. Pour cette raison, la majorité des provinces et des territoires ne fournissent plus ce niveau de détail. Par conséquent, les peines privatives de liberté sont présentées comme étant simplement un «placement sous garde».

Données stockées dans CANSIM : tableaux 252-0027 à 252-0030, 252-0036 à 252-0042.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3309.

La publication *Juristat : Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse*, 2003-2004, vol. 25, nº 4 (85-002-XIF, 9 $ / 75 $, 85-002-XPF, 11 $ / 100 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Il est possible de consulter en ligne des tableaux de données dans le module *Le Canada en statistiques*. Sous *Système judiciaire et criminalité*, choisissez *Personnel policier et tribunaux*.

Pour obtenir des tableaux standards ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse selon la catégorie principale d'infraction

	1991-1992	2002-2003	2003-2004	2002-2003 à 2003-2004	1991-1992 à 2003-2004	1991-1992	2002-2003	2003-2004	2002-2003 à 2003-2004	1991-1992 à 2003-2004
Catégorie d'infraction	Nombre de causes			% de variation		Taux de causes pour 10 000 jeunes			% de variation	
Total des causes	**105 538**	**84 592**	**70 465**	**-17**	**-33**	**464**	**336**	**278**	**-17**	**-40**
Infractions contre la personne	17 917	22 462	20 416	-9	14	79	89	81	-10	2
Infractions contre les biens	61 124	32 465	25 663	-21	-58	269	129	101	-21	-62
Administration de la justice[1]	8 087	7 790	6 784	-13	-16	36	31	27	-13	-25
Autres infractions au Code criminel	6 598	4 267	3 896	-9	-41	29	17	15	-9	-47
Délits de la route au Code criminel	1 909	1 225	1 121	-8	-41	8	5	4	-9	-47
Infractions aux autres lois fédérales[2]	9 903	16 383	12 585	-23	27	44	65	50	-24	14

1. *Les infractions contre l'administration de la justice comprennent des infractions comme le manquement aux conditions de la probation et le défaut de se conformer à une ordonnance du tribunal.*
2. *Par infractions aux autres lois fédérales, on entend les infractions aux autres lois fédérales canadiennes, telles que la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, la Loi sur les jeunes contrevenants, la Loi sur les douanes, la Loi sur l'assurance-emploi, la Loi sur les armes à feu, la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.*

■

Ventes de gaz naturel

Avril 2005 (données provisoires)

Les ventes de gaz naturel ont totalisé 5 655 millions de mètres cubes en avril, en baisse de 2,7 % comparativement à avril 2004. Un temps plus chaud dans la plupart des régions du Canada a contribué à une réduction des ventes destinées au secteur résidentiel (-4,6 %) et au secteur commercial (-4,4 %). Les ventes au secteur industriel (y compris les ventes directes) ont enregistré un déclin plus modeste de 1,3 %.

Les ventes cumulatives jusqu'à la fin d'avril ont enregistré un recul de 1,9 % comparativement à la même période en 2004. Les secteurs résidentiel (-0,6 %) et commercial (-3,5 %) ont affiché des baisses, de même que les ventes au secteur industriel (y compris les ventes directes) qui ont affiché un déclin de 1,9 % depuis le début de l'année.

Ventes de gaz naturel

	Avril 2005[p]	Avril 2004	Avril 2004 à avril 2005
	en milliers de mètres cubes		var. en %
Ventes totales	**5 655 015**	**5 810 292**	**-2.7**
Résidentielles	1 395 243	1 462 517	-4.6
Commerciales	1 003 203	1 049 692	-4.4
Industrielles	1 477 286	1 525 167	-1.3
Directes	1 779 283	1 772 916	
	données cumulatives		
	2005[p]	2004	2004 à 2005
	en milliers de mètres cubes		var. en %
Ventes totales	**30 774 212**	**31 364 333**	**-1.9**
Résidentielles	9 272 388	9 327 491	-0.6
Commerciales	6 505 529	6 744 737	-3.5
Industrielles	6 717 583	6 885 525	-1.9
Directes	8 278 712	8 406 580	

[p] *Données provisoires.*

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux

Mai 2005 (données provisoires)

Les placements de poussins des couvoirs dans les fermes étaient estimés à 57,4 millions d'oiseaux en mai, en hausse de 7,9 % par rapport à mai 2004. Les placements de dindonneaux dans les fermes ont augmenté de 6,8 % pour s'établir à 1,9 million d'oiseaux.

Données stockées dans CANSIM : tableau 003-0021.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5039.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 (*debbie.dupuis@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Acier en formes primaires, données hebdomadaires

Semaine se terminant le 18 juin 2005 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 18 juin a atteint 315 725 tonnes métriques, en hausse de 7,7 % par rapport à la production de 293 286 tonnes de la semaine précédente et de 5,2 % comparativement à la production de 300 075 tonnes de la semaine correspondante en 2004.

Le total cumulatif au 18 juin était de 7 441 496 tonnes, en baisse de 1,4 % comparativement aux 7 547 281 tonnes produites au cours de la même période en 2004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2131.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Comptes du bilan national, estimations trimestrielles, premier trimestre de 2005
Numéro au catalogue : 13-214-DDB (321 $/1 284 $).

Comptes du bilan national, estimations trimestrielles, premier trimestre de 2005, vol. 3, n° 1
Numéro au catalogue : 13-214-XDB (65 $/257 $).

Comptes du bilan national, estimations trimestrielles, premier trimestre de 2005, vol. 3, n° 1
Numéro au catalogue : 13-214-XIF (23 $/49 $).

Paiements directs versés aux producteurs - Statistiques économiques agricoles, mai 2005, vol. 4, n° 1
Numéro au catalogue : 21-015-XIF
(gratuit).

Statistiques sur les revenus des exploitants agricoles, 2002
Numéro au catalogue : 21-206-XIF
(gratuit).

Production de fruits et légumes, juin 2005, vol. 74, n° 1
Numéro au catalogue : 22-003-XIB (25 $/50 $).

Statistiques sur les aliments au Canada, juin 2005
Numéro au catalogue : 23F0001XCB (81 $/129 $).

L'indice des prix à la consommation, mai 2005, vol. 84, n° 5
Numéro au catalogue : 62-001-XIB (9 $/83 $).

L'indice des prix à la consommation, mai 2005, vol. 84, n° 5
Numéro au catalogue : 62-001-XPB (12 $/111 $).

Juristat, vol. 25, n° 4
Numéro au catalogue : 85-002-XIF (9 $/75 $).

Juristat, vol. 25, n° 4
Numéro au catalogue : 85-002-XPF (11 $/100 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

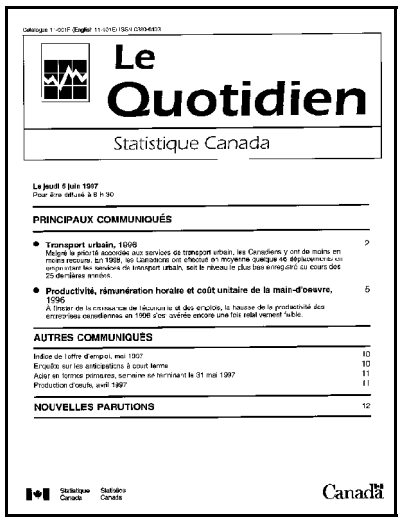
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.

Calendrier des communiqués : 27 au 30 juin

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
28	**Cinémas et ciné-parcs**	2003-2004
28	**Décès liés aux armes à feu**	2002
28	**Assurance-emploi**	Avril 2005
29	**Indicateurs nationaux du tourisme**	Premier trimestre de 2005
29	**Exploration des tendances de la criminalité au Canada**	1962 à 2003
30	**Indices des prix des produits industriels et des matières brutes**	Mai 2005
30	**Produit intérieur brut par industrie**	Avril 2005